



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée
18 octobre 2012
Français
Original: anglais

Sixième session

Vienne, 15-19 octobre 2012

Projet de rapport

Rapporteure: Consolata **Kiragu** (Kenya)

Additif

VIII. **Coopération internationale, notamment en matière d'extradition, d'entraide judiciaire et coopération internationale aux fins de confiscation, et création et renforcement des autorités centrales**

1. À sa 7^e séance, le 18 octobre 2012, la Conférence a examiné le point 4 de l'ordre du jour, intitulé "Coopération internationale, notamment en matière d'extradition, d'entraide judiciaire et coopération internationale aux fins de confiscation, et création et renforcement des autorités centrales". Elle était saisie pour ce faire du rapport du Secrétariat sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour promouvoir l'application des dispositions relatives à la coopération internationale de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (CTOC/COP/2012/9).

2. Un représentant du Secrétariat a fait une déclaration liminaire.

3. Le Président du Groupe de travail sur la coopération internationale a informé la Conférence des délibérations du Groupe et présenté ses recommandations.

4. Des déclarations ont été faites par les représentants d'Andorre, du Sri Lanka, du Kazakhstan, de l'Indonésie, de la Chine, de la Fédération de Russie, des États-Unis et de l'Égypte.

5. Une déclaration a été faite par l'observateur de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

6. Une déclaration a également été faite par la Conférence des ministres de la justice des pays ibéro-américains.



Délibérations

7. Plusieurs orateurs ont souligné qu'il importait d'utiliser la Convention comme base légale – unique ou associée à d'autres traités internationaux de coopération – pour l'extradition, l'entraide judiciaire et la coopération internationale aux fins de confiscation. On a mis en avant la nécessité d'appliquer pleinement les dispositions de la Convention relatives à la coopération internationale afin de combattre la criminalité transnationale organisée. Des orateurs ont noté l'utilité de ces dispositions pour lutter contre un grand nombre d'infractions, telles que la cybercriminalité et le blanchiment d'argent. Ces dispositions peuvent également être invoquées aux fins de la confiscation d'avoirs acquis illicitement et du recouvrement d'avoirs.

8. Plusieurs orateurs se sont félicités du travail accompli par l'ONUDC pour élaborer le recueil d'affaires de criminalité transnationale organisée, le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire, le manuel sur l'entraide judiciaire et l'extradition, le manuel sur la coopération internationale aux fins de confiscation du produit du crime et le répertoire en ligne des autorités nationales compétentes, ainsi que pour faciliter la création de réseaux régionaux de coopération dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Certains orateurs ont souligné l'utilité des ateliers de renforcement des capacités organisés à l'intention des praticiens sur la rédaction de demandes d'entraide judiciaire et noté qu'il fallait mieux faire connaître la Convention parmi ces praticiens.

9. Des orateurs ont souligné que la formation et l'assistance technique étaient indispensables pour améliorer les capacités des autorités nationales afin de leur permettre d'utiliser la Convention à l'appui des demandes d'extradition, d'entraide judiciaire et de confiscation. Certains orateurs ont souligné l'utilité des réseaux en ligne et des vidéoconférences, en particulier pour recueillir des témoignages oraux, afin de faciliter la coopération internationale.

10. Plusieurs orateurs ont souligné que la coopération sous-régionale, régionale et internationale était essentielle pour lutter contre la criminalité transnationale organisée. Les praticiens ont été encouragés à échanger les bonnes pratiques pour combattre plus efficacement la criminalité transnationale organisée.

11. Certains orateurs ont noté les nombreuses formes de criminalité pour lesquelles ils ont pu invoquer les dispositions de la Convention relatives à la coopération internationale afin de formuler et de traiter des demandes d'entraide judiciaire.

12. Certains orateurs ont noté que des traités bilatéraux étaient encore nécessaires pour les pays qui subordonnaient la coopération à l'existence d'un traité et qui ne considéraient pas la Convention comme la base légale pour coopérer en matière d'extradition ou d'entraide judiciaire.

13. Certains orateurs ont noté que les demandes d'extraditions étaient souvent rejetées par l'État requis sans autre explication, alors que le paragraphe 16 de l'article 16 de la Convention indiquait qu'avant de refuser l'extradition, l'État partie requis devrait consulter, le cas échéant, l'État partie requérant afin de lui donner toute possibilité de fournir des informations pertinentes.